



## Note régionale sur le financement climatique : Afrique subsaharienne

Sam Barnard, Charlene Watson, ODI  
et Liane Schalatek, HBS

Fondamentaux du financement  
climatique **7**

NOVEMBRE 2016

L'Afrique subsaharienne est la région la moins responsable en matière de changements climatiques, et la plus vulnérable à leurs effets. Une multitude d'acteurs travaille à l'octroi de financements climat pour la région, tant pour appuyer son développement bas carbone que pour l'aider à s'adapter aux impacts déjà ressentis. Le Fonds pour les Pays les Moins Avancés (FPMA) et le Fonds pour les Technologies Propres (FTP), administré par la Banque Mondiale, sont les deux principaux bailleurs cumulatifs dans la région, mais le nouveau Fonds vert pour le climat (GCF) a approuvé la plupart des nouveaux financements en 2016. Les données de CFU révèlent que depuis 2003, 3,3 milliard US\$ ont été octroyés à 517 projets et programmes mis en œuvre en Afrique subsaharienne. Seulement 45% des financements octroyés ont été fournis aux mesures d'adaptation. Les financements d'attribution publique continuent de jouer un rôle crucial, en particulier pour les mesures d'adaptation, afin de veiller à ce que les actions climatiques garantissent de multiples bienfaits adaptés à l'égalité des sexes pour les pays et les groupes de populations les plus vulnérables.

### Les enjeux

En tant que l'Afrique subsaharienne ne contribue qu'à hauteur de 4 % aux émissions annuelles de gaz à effet de serre à l'échelle planétaire, elle demeure la plus exposée aux effets dangereux des changements climatiques qui sont déjà, pour certains, une réalité. Le lien entre les changements climatiques, la production alimentaire, le prix des denrées et les conditions météorologiques extrêmes qui, réunis, menacent la sécurité alimentaire, est très préoccupant. En effet, les plus fortes projections d'augmentation de populations vivant dans la pauvreté en raison du changement climatique sont attendus en Afrique, principalement en raison de l'économie du continent fortement dépendante de l'agriculture (FAO, 2016).

Les volumes actuels de financements climat destinés à l'Afrique subsaharienne ne suffiront probablement pas à répondre à ses besoins connus en matière de financements de l'adaptation, estimés par l'UNEP à 50 milliards US\$ par an jusqu'en 2050 dans un scénario optimiste de réchauffement de deux degrés centigrade (PNUE, 2015). Le soutien apporté aux populations les plus démunies - et en conséquence, les plus vulnérables - de la région, reste limité. Les investissements sont fortement freinés par le coût de transaction élevé des petits projets qui sont souvent les plus utiles dans les zones les plus pauvres. Les

subventions publiques continueront de jouer un rôle crucial en permettant des bénéfices indirects des actions climatiques sur l'environnement, le développement, la société et l'égalité entre les sexes, et devant être réalisés dans la région en particulier pour les mesures visant l'adaptation.

### Origine des financements

Vingt fonds multilatéraux sont actifs dans la région (voir tableau et figure 1). Cette année, le Fonds pour les pays les moins avancés (PMA), qui met en œuvre des activités d'adaptation urgentes prioritaires pour les PMA au titre des Programmes d'actions nationales d'adaptation (NAPA), étroitement dépassé le Fonds pour les technologies propres (FTP) comme le plus grand contributeur. Il a maintenant approuvé 567 millions US\$ en subventions pour 137 projets. Le FCT a quant à lui approuvé un total de 555 millions US\$ pour sept grands projets d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique, principalement concentrés en Afrique du Sud, ce qui démontre une nette différence dans attributions de fonds et les stratégies d'investissement.

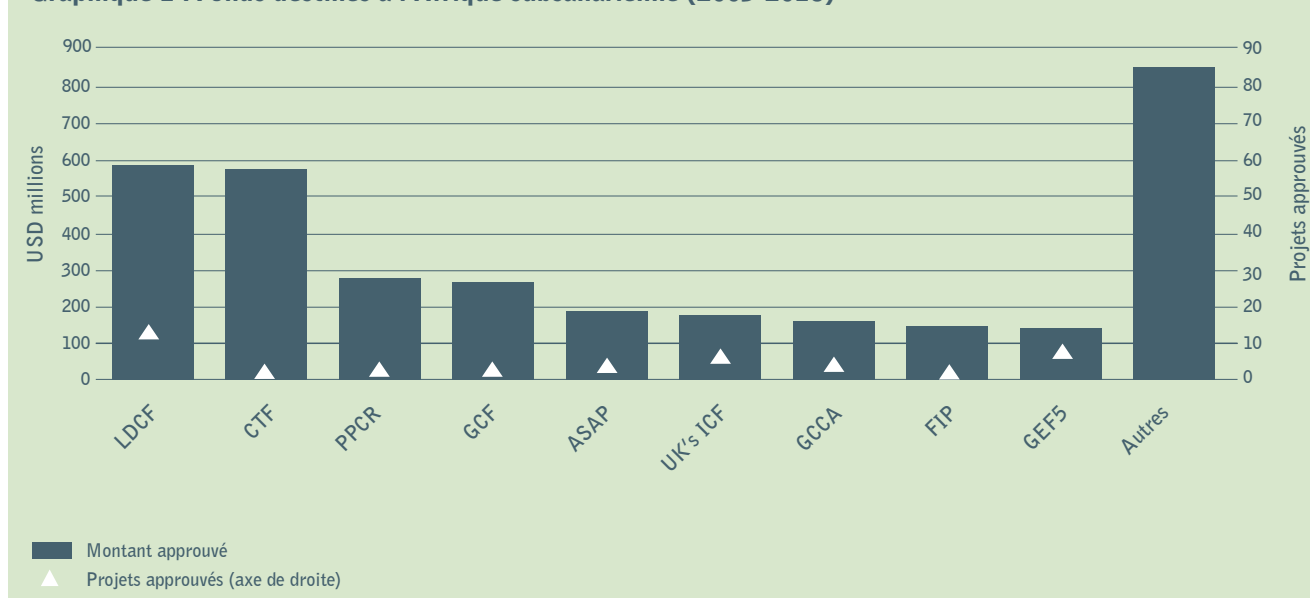
### Destinataires des fonds

Destinataire de plus de 19 % des fonds octroyés depuis 2003 en Afrique subsaharienne, l'Afrique du Sud est le premier bénéficiaire des financements climat (voir le

Tableau 1 : Fonds destinés à la région Afrique subsaharienne (2003-2016)

Fonds	Montant approuvé (en millions US\$)	Projets approuvés
FA	97,4	13
ASAP	180,0	24
Biocarbon	28,0	2
CBFF	83,1	37
CTF	555,0	7
FCPF	80,8	17
FIP	140,5	8
GCCA	155,2	20
GCF	257,9	10
GEF4	116,9	45
GEF5	134,8	50
GEF6	78,1	25
Germany's ICI	98,1	26
LDCF	566,6	137
MDG AF	20,0	4
Norway's ICFI	36,5	1
PMR	5,4	2
PPCR	266,9	14
SCCF	33,5	13
SREP	117,2	10
UK's ICF	169,2	39
UN-REDD	29,2	7

Graphique 1 : Fonds destinés à l'Afrique subsaharienne (2003-2016)



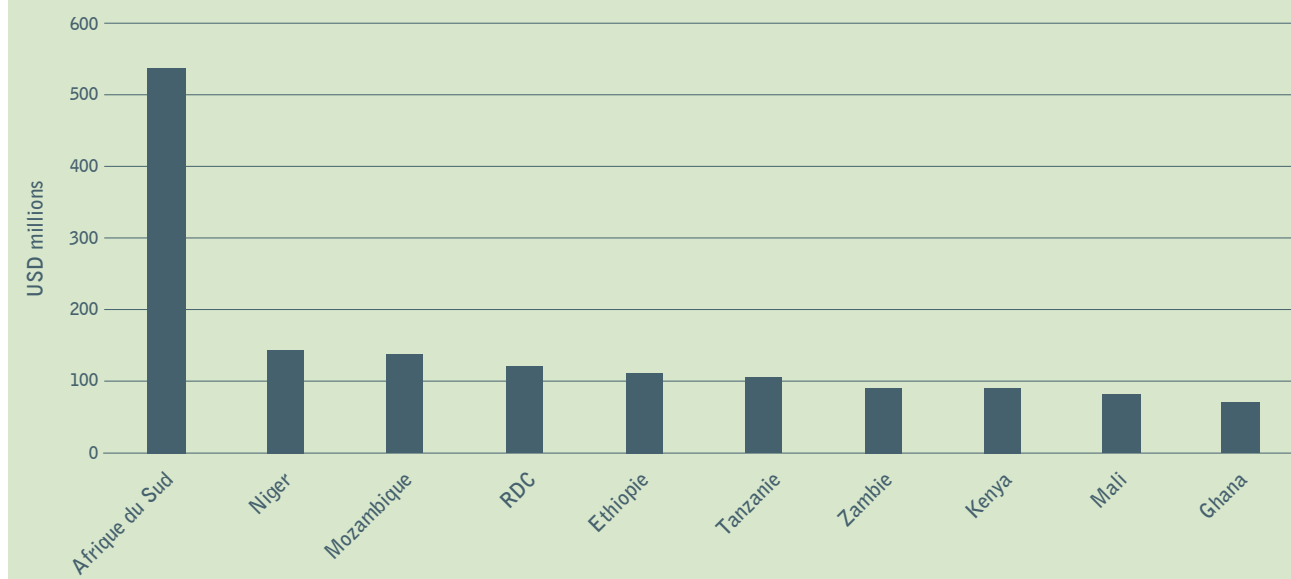
graphique 2). Une grande partie de ces fonds a bénéficié au projet CTF Eskom sur les énergies renouvelables. Si chacun des 42 pays de la région, à l'exception de quelques pays, a reçu des financements climat, les montants restent très modestes. Les financements ciblent principalement des projets menés à l'échelle nationale, 342 millions US\$ ont été octroyés pour 60 projets régionaux ou dans plusieurs pays. Le pourcentage élevé de financement pour les projets régionaux reflète l'approche bilatérale des contributeurs tels que l'Allemagne ou le Royaume-Uni ainsi que les institutions multilatérales telles que le FEM et le GCF pour soutenir des objectifs similaires de changements climatiques dans plusieurs pays. Le Fonds pour les Forêts du Bassin du Congo (FFBC) a pareillement soutenu des projets qui visent à réduire les émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts dans plusieurs

des pays du bassin du Congo, mais est en réduction progressive de la FFBC et doit être remplacé par une nouvelle Initiative pour les forêts d'Afrique centrale qui offrira des financements sur résultats dans la région.

### Type de projets financés

Le graphique 3 et le tableau 2 montrent que 50 % des financements climat en Afrique subsaharienne sont alloués aux activités d'atténuation et au REDD+. Cependant ces dépenses sont concentrées sur quelques pays seulement, au détriment d'opportunités de développement à bas carbone des autres pays de la région. De plus, s'il est - de toute évidence - important d'aider les pays en développement à intégrer l'atténuation dans leurs stratégies de développement, l'extrême vulnérabilité de nombreux pays d'Afrique subsaharienne aux effets climatiques implique de

**Graphique 2 : Dix principaux bénéficiaires des financements octroyés (2003-2016)**



donner la priorité à l'adaptation.

Les financements du GCF vont probablement aider à remédier à ce déséquilibre dans l'avenir. En 2016, le fonds a approuvé 79,5 millions US\$ pour cinq projets d'adaptation au Mali, en Gambie, au Sénégal et deux autres par des accès directs pour la Namibie. Le plus grand d'entre eux, au Mali, vise à développer des services d'alerte météorologique hydrométéorologiques pour améliorer les possibilités de 80% de la population du pays qui dépendent de l'agriculture pluviale pour planifier et s'adapter aux inondations et aux sécheresses. Le GCF a également financé un autre 53,5 millions US\$ pour un projet aux thématiques multiples à Madagascar et un Programme d'accès universel sur l'énergie verte pour 80 millions US\$ qui profiteront au Bénin, Kenya, Namibie, Nigeria et Tanzanie.

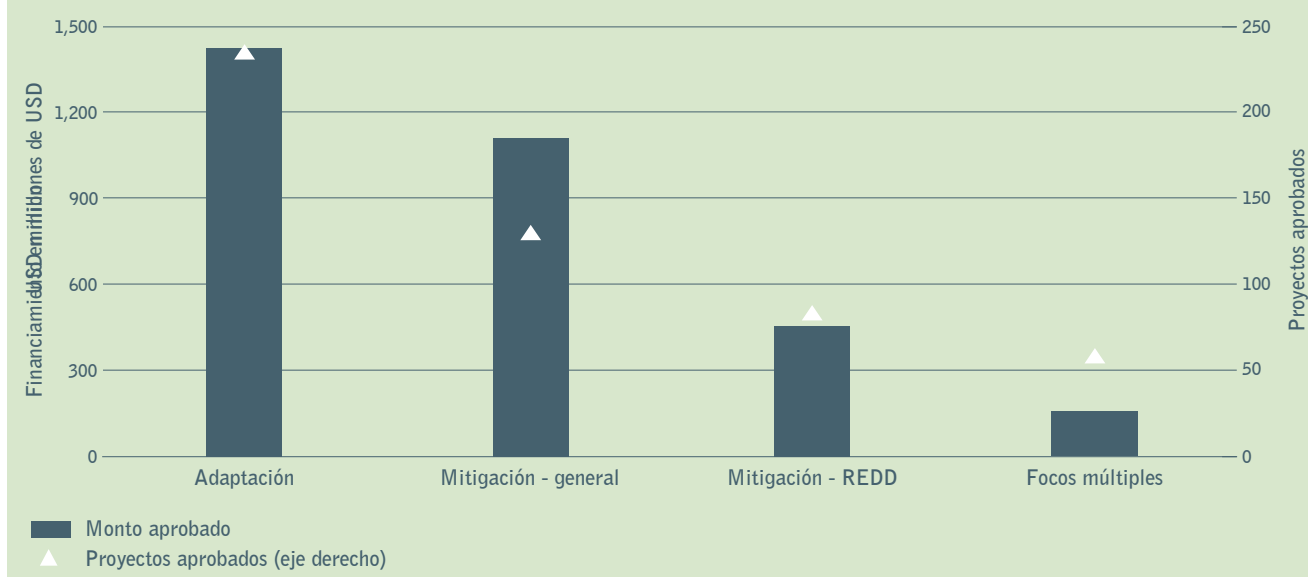
### **Encadré 1: le financement climatique en Afrique subsaharienne dans les pays les moins développés**

Les pays les moins avancés (PMA) sont quelques-uns des pays les plus vulnérables aux impacts du changement climatique. Un certain nombre des PMA d'Afrique subsaharienne sont également des États fragiles et touchés par des conflits rendant les dépenses plus complexes et peuvent souvent nécessiter des solutions spécifiques au contexte. Les fonds multilatéraux sur le climat ont eu tendance à concentrer le financement dans les PMA au sein de la région d'Afrique subsaharienne. Depuis 2003, 31 PMA ont été soutenus avec presque 2 milliards US\$, ce qui représente 62% du financement global approuvé pour la région. Le Niger, la RDC, l'Ethiopie, la Tanzanie, et la Zambie et sont les principaux PMA bénéficiaires, chacun devrait recevoir plus de 100 millions US\$ pour des projets approuvés.

L'agriculture est le secteur le plus financé dans les PMA de l'Afrique subsaharienne, avec 401 millions US\$ de financements à ce jour. Alors que le Fonds pour les pays les moins avancés (PMA) a fourni aux PMA de l'Afrique subsaharienne la plus grande quantité de financements, les projets du Programme pilote pour la résilience climatique (PPCR) ont approuvé le plus grand nombre de projets individuels dans son soutien au Niger, la Zambie et le Mozambique.

Le Fonds vert pour le climat (GCF) récemment établi cible de consacrer 50% de financements approuvés consacrés à des projets d'adaptation, dont la moitié de ce montant devrait aller aux PMA, PEID et États Africains, ce qui signifie que ce fonds est susceptible d'être une source de plus en plus importante de financement climatique aux pays les moins développés. En 2016, les PMA d'Afrique : Gambie, Mali, Sénégal et Bénin ont profités de 4 projets GCF approuvés pour la région.

**Graphique 3 : Financements approuvés par domaine (2003-2016)**



**Tableau 2 : Financements approuvés par domaine (2003-2016)**

Thème	Montant approuvé (millions \$)	Projets approuvés
Adaptation	1422	241
Atténuation	1159	133
REDD	455	83
Domaines multiples	216	61

**Références et liens utiles**

Site web de Climate Funds Update: [www.climatefundsupdate.org](http://www.climatefundsupdate.org) (données consultées en octobre 2016)

EACC (2010): 'The Economics of Adaptation to Climate Change' – Banque mondiale

FAO (2016) The state of food and agriculture. Rome: FAO.

UNEP (2015). Africa's Adaptation Gap 2: Bridging the Gap – Mobilising Sources. UNEP, Nairobi, Kenya.

Les Notes Fondamentales du financement climatique s'inspirent des données de Climate Funds Update et sont disponibles en anglais, en espagnol et en français sur [www.climatefundsupdate.org](http://www.climatefundsupdate.org)